



Équitable, et donc plus savoureux !

L'initiative pour des aliments équitables en bref

#alimentsequitables / 27 mai 2014

L'objectif de l'initiative

Ce que l'initiative exige devrait aller de soi : des denrées alimentaires issues d'une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux et produites dans des conditions équitables. Pour y parvenir, le commerce mondial des denrées alimentaires doit se baser sur des règles écologiques et sociales claires, faute de quoi ces normes vont s'éroder à coup de sous-enchères écologiques et sociales des multinationales agro-alimentaires.

Le problème : les sous-enchères écologiques et sociales

Aujourd'hui, près de la moitié de nos denrées alimentaires est importée. Une partie de ces importations est issue de cultures ou d'élevages industriels, très problématiques du point de vue environnemental et de la protection des animaux. Des conditions de travail et de vie scandaleuses sont en outre parfois imposées aux employé-e-s agricoles.

Le libre-échange favorise les aliments issus de la production industrielle de masse, car ils sont meilleur marché. Selon le Conseil fédéral, cette tendance va se renforcer en raison de l'accord de libre-échange TTPI¹ planifié par l'Union européenne (UE) et les États-Unis. Les normes suisses seront davantage sous pression.

La solution : l'initiative pour des aliments équitables

Les normes suisses doivent en principe également s'appliquer aux produits importés. Il faut donner un avantage concurrentiel aux produits issus d'exploitations paysannes familiales ou du commerce équitable et encourager la transformation et la commercialisation de produits régionaux et de saison. Il s'agit en outre de réduire l'impact du transport et du stockage, le gaspillage de denrées alimentaires et mieux informer les consommateurs sur les produits. Ces mesures permettent d'instaurer un marché équitable pour des denrées produites de manière durable : un « plus » pour l'environnement et la société.

¹ Transatlantic Trade and Investment Partnership // Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Le contexte politique

1. Depuis l'été 2013, l'UE et les Etats-Unis négocient l'accord de libre-échange TTIP, qui créera la plus grande zone de libre-échange au monde (TAFTA²).
2. Selon le conseiller fédéral Schneider-Ammann, TAFTA pourrait entraîner une péjoration des normes régissant la production alimentaire en Suisse.
3. Les Verts ont déposé des initiatives cantonales demandant des critères de durabilité pour les aliments importés. Elles ont certes été acceptées par le Conseil national, mais ont été enterrées par le Conseil des Etats.
4. Malgré des scandales à répétition, la loi sur les denrées alimentaires révisée n'imposera probablement pas de déclaration obligatoire sur la provenance des composants utilisés (vote final prévu en été 2014).
5. Le Seco a fait savoir que l'instauration du principe du Cassis de Dijon, combattu par les Verts, n'a pas apporté la baisse souhaitée des prix. Par contre, la qualité des denrées alimentaires a diminué.

² Trans-Atlantic Free Trade Agreement // zone de libre-échange transatlantique